

## NATHALIE MENIGON BIENTOT EN LIBERTE CONDITIONNELLE

Nathalie Ménigon, militante d'Action directe, a obtenu le 17 juillet, une libération conditionnelle qui doit prendre effet le 3 août 2008. La durée du régime de conditionnelle a été fixée à cinq ans. Les contraintes sont étendues, ainsi l'assignation à résidence dans un seul département.

Jean-Marc Rouillan est placé en régime de semi-liberté depuis 7 mois. Il n'y a aucune raison pour qu'il n'obtienne pas, lui aussi, une libération conditionnelle après une année de semi-liberté.

Après avoir été jugés par des tribunaux d'exception et avoir été emprisonnés pendant une durée excédant de plusieurs années la peine de sûreté assortie à leur condamnation, les militants d'Action directe ont réussi, jusqu'au bout, par leur résistance et leur ténacité, à conserver leur identité révolutionnaire.

Parmi les militants toujours incarcérés, Georges Cipriani et Régis Schleicher ont été, eux, envoyés à Fresnes pendant six semaines pour subir l'expertise du Centre national d'orientation (CNO) qui est appelé à statuer sur leur "dangerosité". La psychiatrisation de l'engagement politique est une des pratiques les plus dangereuses que mettent en place des sociétés sécuritaires comme la France de 2008.

Soumettre des militants révolutionnaires à cette expertise après plus de 21 ans de prison, c'est tenter une fois encore de les briser psychologiquement par la succession d'intervenants médicaux, sociaux et pénitentiaires, et le retour aux conditions de détention particulièrement sévères d'une maison d'arrêt.

Pour nous, il ne fait aucun doute que Georges Cipriani et Régis Schleicher doivent sortir de prison tout comme le militant communiste libanais Georges Ibrahim Abdallah qui s'est vu notifier une convocation au CNO à partir du 10 août prochain.

Il est essentiel donc que nous continuions à nous battre pour la libération de tous les prisonniers d'Action directe et les militants politiques révolutionnaires emprisonnés et pour dénoncer les législations d'exception auxquelles ils ont été et sont encore en butte depuis les années 1980.

Collectif "Ne laissons pas faire !"   
Paris le 18 juillet 2008